

AKTUELL

ÉCONOMIE

Argent contre droits de l'homme

Luc Caregari

Pour aider les entreprises à mieux s'adapter au contexte post-Covid-19, le ministère de l'Économie vient de lancer le programme « Fit 4 Resilience ». L'initiative pour un devoir de vigilance rappelle que les droits de l'homme ont été écartés encore une fois dans ce contexte.

Comme si les consultant-e-s étaient les premières victimes de cette crise... En tout cas, le programme « Fit 4 Resilience » mis en place par le ministère de l'Économie et Luxinnovation propose aux entreprises (de taille intermédiaire et PME) de prendre en charge la moitié des frais de consultance pour assurer leur avenir. À condition qu'elles soient prêtes à faire réaliser un « diagnostic du positionnement stratégique » et à avoir une « réflexion structurée sur les choix stratégiques », qui sera bien sûr sous le signe d'une « approche davantage digitale, circulaire et régionale ».

Si le ministère a pensé surtout aux adaptations à mettre en place pour le fameux « monde d'après » dans lequel nous vivons désormais, ce monde ne semble toujours pas inclure un lien entre économie et droits de l'homme. Or, dans une économie globalisée où le grand-duché est bien obligé de défendre sa part du gâteau, le respect de ceux-ci devrait être garanti tout au long de la chaîne de production, et les entreprises devraient être responsabilisées par les États qui les hébergent. Et tel n'est pas le cas au Luxembourg : les ONG et syndicats qui se sont uni-e-s sous la bannière de l'Initiative pour un devoir de vigilance l'ont constaté à plusieurs reprises.

Lors d'une conférence de presse jeudi dernier, les représentant-e-s de l'initiative ont présenté un nouveau document contenant des revendications sous le titre « Fit 4 Resilience - a Mënscherechter ». S'appuyant sur les résultats d'un groupe de travail des Nations unies, l'initiative constate « qu'il est important de soutenir les entreprises en difficulté, en particulier les PME, plus vulnérables en temps de crise », mais considère aussi « que le soutien financier au renflouement d'entreprises devrait s'accompagner d'une exigence claire d'engagement à respecter les droits humains ». Et d'enfoncer le clou : « La question de la résilience des entreprises n'est pas

à réduire aux simples questions de digitalisation ou de logistique, comme certains acteurs économiques veulent nous le faire croire. »

Pour l'initiative, une transition et une transformation vers un « Fit 4 Human Rights » devraient servir à anticiper une future législation sur le devoir de vigilance. Et de rappeler que le gouvernement, dans ses lois PAN, a ancré le principe du « plein respect » des droits de l'homme qu'il attend des entreprises. Tout comme ce principe est inscrit dans l'accord de coalition, d'ailleurs.

Conditionner les aides étatiques

L'État devrait donc endosser le rôle de modèle à suivre, en appliquant aux entreprises qui lui appartiennent ou dans lesquelles il est actionnaire (même minoritaire) le respect des droits de l'homme « en vertu des principes directeurs des Nations unies ». Pour les entreprises privées, les aides étatiques devraient être conditionnées à ce respect. Pour ce faire, il est important de prendre en considération non seulement les antennes locales d'une entreprise, mais aussi ses implantations à travers le monde. Une plus grande transparence et des monitorings conséquents seraient aussi nécessaires pour donner suite efficacement à cette revendication.

De plus, l'initiative s'en prend à l'Office du ducroire (ODL), qui a vu ses engagements croître de façon importante dans le cadre de la crise pandémique. Pour l'initiative, chaque entreprise souhaitant profiter des services de l'ODL devrait aussi montrer patte blanche. La même chose vaudrait aussi pour les « business partnership facilities » (BPF) mises en place par la Direction de la coopération, l'agence « LuxDev » et la Chambre de commerce : ici, l'initiative demande que la BPF « ne considère plus l'engagement pour les principes directeurs des Nations unies 'comme un avantage' mais comme une condition ».

L'avenir montrera quel poids les droits de l'homme auront donc dans le « monde d'après ».

SHORT NEWS

Recours collectif : Accord au niveau européen

(rg) - Tout a commencé par le « Dieselgate ». Alors qu'il s'avérait qu'après des années de tractations avec les différents constructeurs automobiles, une issue satisfaisante pour les propriétaires de véhicules manipulés n'était pas en vue, la Commission européenne avait lancé en 2018 l'idée de recours collectifs au niveau européen. Lundi dernier, un accord « équilibré » a pu être trouvé, selon Geoffroy Didier (PPE), qui a mené les négociations pour le compte du Parlement européen. « L'objectif est de ne pas inciter les concurrents, les investisseurs et les grands cabinets d'avocats à engager des poursuites contre des entreprises dans le seul but de les déstabiliser », explique le député européen dans un communiqué. L'accord prévoit aussi que pour rendre possible des recours européens, des recours nationaux de ce type doivent dorénavant être possibles. Seuls 19 États membres en disposent actuellement - le Luxembourg ne figure pas parmi eux. Si le Parlement et le Conseil européen donnent leur accord, une directive sera publiée ; les États membres auront alors 24 mois pour la transposer. L'Union luxembourgeoise des consommateurs se félicite dans un communiqué de ce résultat et revendique la finalisation d'une loi sur le recours collectif sans tarder.

Klimaschutz und Naturschutz: it's complicated!

(lm) - Ein Drittel der CO₂-Emissionen des Vereinigten Königreichs könnten von Naturräumen absorbiert werden, falls diese wiederhergestellt würden. Dies geht laut Guardian aus einem Bericht der NGO „Wildlife Trusts“ hervor, einem britischen Netz von Stiftungen, die sich dem Naturschutz widmen. Ob Feuchtgebiete, Grasland oder Wälder, die Biotope funktionieren als Kohlenstoffspeicher, sind aber durch die Naturzerstörung und die Intensivierung der Landwirtschaft beschädigt. Eine Wiederherstellung würde auch dem Rückgang der Wildtierbestände entgegenwirken. Angesichts der doppelten ökologischen Krise durch Klimawandel und Massenaussterben ist die Möglichkeit, mit einem Maßnahmentyp auf beide einzuwirken, begrüßenswert. Dieses Klimaschutzpotenzial ist sicher nicht eins zu eins auf Luxemburg übertragbar, wo es wohl weniger außerordentliche Lebensräume gibt. Dennoch ist auch hierzulande die Belastung der Naturräume durch Zersiedlung und Landwirtschaft groß. Unter Umweltministerin Carole Dieschbourg hat sich in Sachen Naturschutz einiges getan, doch beim Straßen- und Wohnungsbau ist keine Wende zu mehr Nachhaltigkeit erkennbar. Das zeigt, dass eine einseitig auf Biotope als Kohlenstoffspeicher ausgerichtete Politik nicht ausreicht - um Klimawandel und Massenaussterben zu stoppen, braucht es auch Landesplanung und Umstellung des Wirtschafts- und Konsummodells.

online

Quotidien, Covid-Gesetze und Fernarbeit

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort finden Sie regelmäßige Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

Le Quotidien sans rédacteur en chef Selon nos informations, le quotidien francophone appartenant au groupe Editpress n'aurait plus de rédacteur en chef depuis vendredi dernier. woxx.eu/quotidien

Lois Covid-19 : Ainsi va l'union nationale La pilule avait du mal à passer au parlement ce lundi matin, où le projet de loi 7606 n'a profité que des voix de la majorité - le CSV et l'ADR ont voté contre, Déi Lénk et les Pirates se sont abstenus. woxx.eu/loi
„Alles op de Vëlo“ dieses Jahr nur digital Aufgrund der Covid-19-Maßnahmen verzichtet der Mouvement écologique auf seine traditionelle Veranstaltung „Alles op de Vëlo am Mamerdall“, bietet aber gleich zwei digitale Alternativen. woxx.eu/velo
Wann ist Schluss mit der unbegrenzten Fernarbeit für Berufspendler*innen? Die Sonderregelungen, die seit dem Ausbruch der Pandemie für Frankreich und Belgien gelten, wurden nun verlängert, doch dauerhafte Lösungen lassen auf sich warten. woxx.eu/fernarbeit